

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Haute Garonne



Nombre de conseillers

- en exercice	9
- présents	6
- votants	5
- absents	3
- exclus	0

Date de convocation :

01 septembre 2011

Date d'affichage :

01 septembre 2011

OBJET

Délibération instituant le  
PLU

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **FRONTIGNAN DE COMMINGES**

Séance du **13 septembre 2011**

L'an deux mille onze, le 13 septembre à 18 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Yves PLANAS, Maire..

**Etaient présents : MM.**

M.C. MERIC, F. VIGO, A. SOUZA, G. FACHIN, J.M. DE BRUYCKER,

Etait absent de 18 h 30 à 18 heures : A. TIESSE

Etaient absents : Y. DE BRUYCKER, R. MEMERY.

M. MERIC M. C. a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

L'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future, telles quelles sont définies au PLU, un droit de préemption.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Article 1er : décide d'instituer le droit de préemption urbain (DPU) sur les secteurs suivants, dans leur intégralité : " U Village ", " U Bocage " et " U Bois " ;

Article 2 : donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, précise que le maire pourra subdéléguer à un de ses adjoints (article L.2122-23) et que les articles L.2122-17 et L.2122-19 seront applicables ;

REÇU

le

16 SEP. 2011

SOUS-PREFECTURE  
DE SAINT-GAUDENS

Acte rendu exécutoire après le dépôt en  
Sous Préfecture de Saint Gaudens  
le et publication ou  
notification du

REÇU

le

16 SEP. 2011

SOUS-PREFECTURE  
DE SAINT-GAUDENS



Le Maire,

Signature

Article 3 : précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le département ;

Article 4 : cette délibération définissant le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- "☒ à Monsieur le Sous-Préfet,
- "☒ à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- "☐ à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- "☐ à la Chambre Départementale des Notaires,
- "☐ au Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE,
- "☐ au Greffe du même Tribunal.

Article 6 : un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.

Vote : 5 pour et 1 contre

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

  
Le Maire,  
  
Signature



## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES DU PLU

